Nous sommes tous, d'une façon ou d'une autre, des voleurs, des menteurs, des transgresseurs des lois, des corrompus ou des corrupteurs, réguliers ou occasionnels. Le tout est de ne pas être vu, surpris, arrêté ou tué, sinon nous sommes prêts à tous les attentats civiques, à tous les terrorismes intellectuels et religieux, à toutes les trahisons politiques et lâchetés sociales.

En suivant à la télévision le vote de la Constitution, je me suis demandé combien de députés et sénateurs auraient voté en sa faveur si le scrutin avait été réellement secret. Car les Algériens sont très rarement les mêmes selon qu'ils agissent en secret ou en public.

Notre vie nationale telle que faite, notre mentalité et nos traditions telles que nous en avons hérité, nous portent, nous obligent, nous condamnent à ces maladies sociales.

On ne résiste pas à la force gravitationnelle, on n'échappe pas à son naturel et à son patrimoine génétique. Ce qu'on reproche aux autres, ce pour quoi nous les haïssons et les insultons dans leur dos, c'est d'avoir pris au-delà de ce que nous avons pu prendre nous-mêmes parce que nous n'en avons pas eu la possibilité ou l'audace : **«alli ykhaf, razkou klil»** dit un adage algérien, et c'est pourquoi il y a plus de pauvres que de riches. Un autre proverbe atteste de l'ancienneté de notre inclination à la cachoterie et à la duperie : **«Qui t'aime voilera tes défauts»** (elli ihebak yastor aybek), il faut laisser **«Ibir baghtah»…**

La culture étatique et politique du secret remonte, pense-t-on, à la Révolution. En effet, il fallait se cacher pour ne pas être pris, ne pas laisser de traces, brouiller les pistes, masquer la vérité… Quelques-uns, arrêtés dans le souffle de la bataille, ou pour éviter de l'être, ont été contraints de «donner» leurs frères. D'autres, venus à la Révolution dans on ne sait quels buts et circonstances et ayant donc plus de raisons de dissimuler leur itinéraire et leurs «faits de guerre», y ont trouvé un prétexte inespéré.

Lorsqu'on réfléchit un peu plus, qu'on relie le présent au passé, on s'aperçoit que la tendance à la dissimulation, à la fourberie, au «dribblage», plonge ses racines dans notre inconscient collectif millénaire. Et si nous creusons davantage, on le trouve intriqué avec la culture religieuse : un péché caché est à moitié pardonné ; **«essatra mliha !»**, **«astar ma star Allah»** et autres sentences, surtout quand elles arrangent nos petits calculs, sont pieusement recommandées.

Lorsque le projet de révision de la Constitution avait été rendu public, j'avais compris comme tout le monde que la langue amazighe avait définitivement conquis son statut de langue nationale et officielle mais qu'il faudrait du temps pour uniformiser son usage et son écriture (dix à quinze ans, a dit Ouyahia), ce qui était compréhensible. Puis il m'a paru incongru, incompréhensible, de donner d'une main ce que de l'autre on retirait car dans la même Constitution, il était dit une chose et son contraire, à savoir que tamazight était langue officielle mais que l'arabe demeurerait l'unique langue officielle de l'Etat.

Où était le problème ? me suis-demandé. Dans la conception des amendements ou dans les mots utilisés ? Comme il est plus facile d'entrer dans un dictionnaire que dans la tête de l'auteur des amendements, je me suis précipité sur le Larousse pour m'assurer du sens du mot « officiel» et j'ai lu, comme je m'y attendais : **«Qui a un caractère légal, qui émane du gouvernement, de l'administration.»** Mais en descendant plus bas dans la note de définition, je suis tombé sur un autre sens : **«Qui est donné pour vrai mais qui laisse supposer une autre réalité.»**

Là j'ai compris que Djouha venait encore de frapper : tamazight sera officielle sans être utilisée par l'Etat et l'administration. Comme pour notre système politique, notre économie, notre culture : la forme ne correspond pas au fond, la lettre au fait, l'étiquette à la marchandise, le discours à la réalité, le promis au tenu : tout est faux et usage de faux, apparences et artifices, ruses et tromperies… Je retrouvais la patine qui a laissé sa trace sur tout ce qui s'est fait depuis 1999. Je me suis imaginé la scène **: «Et les Kabyles, qu'est-ce qu'on va leur donner pour les calmer ?»** Réponse : le mot mais pas la réalité !

Il n'y a plus rien à faire ou à attendre quand c'est du plus haut niveau de l'Etat que viennent les pires exemples, les atteintes à l'unité nationale, à l'intérêt général, à la morale publique, à l'échelle des valeurs...

Que retiendront les nouvelles générations de cette attitude systématique de mépris et de ruse fourbe envers la nation ? De leur Président recevant n'importe quel quidam étranger de passage et refusant de dire le moindre mot à son peuple depuis plusieurs années ? De telles attitudes incitent-elles au respect de l'Etat et des dirigeants, au bon exemple et à l'amour du pays ? Et ces scandales incessants, quotidiens, ce viol permanent de la souveraineté populaire, cet abaissement systématique des institutions ?

Au regard de ce qui précède, braves Algériens, les carottes sont bel et bien cuites. Il n'est plus possible dans notre pays de croire à la Constitution, aux promesses publiques, d'espérer du bien des politiques suivies, de filer droit en tant que citoyen, de respecter la loi par conviction et non par peur d'être pris, d'être honnête, bien éduqué, propre au physique et au moral. Il n'y a plus comment…

N. B.

Là j'ai compris que Djouha venait encore de frapper : tamazight sera officielle sans être utilisée par l'Etat et l'administration. Comme pour notre système politique, notre économie, notre culture : la forme ne correspond pas au fond, la lettre au fait, l'étiquette à la marchandise, le discours à la réalité, le promis au tenu : tout est faux et usage de faux, apparences et artifices, ruses et tromperies… Je retrouvais la patine qui a laissé sa trace sur tout ce qui s'est fait depuis 1999. Je me suis imaginé la scène : « Et les Kabyles, qu'est-ce qu'on va leur donner pour les calmer ?» Réponse : le mot mais pas la réalité !